



LES CHEFS TRADITIONNELS AFRICAINS REFUSENT DE CEDER LA TERRE AFRICAINE :

Un exemple tiré de la Sierra Leone

Dr Yves Ekoué Amaïzo
yeamaizo@afrocentricity.info
1^{er} juin 2012

D'un côté, l'acharnement avec lequel certains dirigeants africains s'organisent en toute opacité pour vendre ou mettre en concession la terre africaine contre la volonté des populations et, d'un autre côté, le rapport de l'institut Oakland qui tente d'apporter, avec beaucoup de brio, les conditions qui prévalent lors d'un investissement d'une entreprise multinationale en Afrique sont édifiants. Le cas de Sierra Leone sera mis en avant. Mais les responsabilités de certains dirigeants africains et leurs capacités à inverser les priorités du développement sont déroutantes. C'est ainsi que les intérêts des populations, notamment celles en zones rurales, peuvent être considérés comme n'ayant aucune priorité face aux harcèlements des puissances de l'argent. Les conséquences sur la vie des populations et l'avenir de la souveraineté des Africains sur les terres ancestrales sont en jeu.

1. LACHEES PAR LEUR GOUVERNEMENT, DES POPULATIONS AUTOCHTONES RESISTENT A BOLLORE

Le Groupe multinational du français Vincent Bolloré fait l'essentiel de son bénéfice en Afrique notamment dans les plantations de palmiers à huile et l'hévéa sur des pans entiers de territoires africains. Les dirigeants africains préfèrent servir les intérêts des investisseurs étrangers avant ceux de leurs populations. Dans trois des sociétés où le Groupe Bolloré détient la majorité en Afrique (Société financière /SocFin en Sierra Leone et au Cambodge et Socapalm au Cameroun) ont acquis par concession d'importantes terres arables en 2008¹. Mais les conditions de cessions restent obscures et l'impact sur l'environnement et les populations demeure un véritable problème dont se soucient peu les gouvernements qui ont attribué ces contrats dans la plus grande opacité.

Alors face à la trahison des dirigeants de ces pays vis-à-vis des populations autochtones qui se sentent complètement lésées, les chefs de villages, sur la base des valeurs ancestrales et grâce aux oracles « positifs » et une foi sans limite en ce que le Dieu créateur et leurs ancêtres seront de leur côté, les chefs des ethnies Bagyeli du Cameroun composées essentiellement de pygmées, les chefs des ethnies Malen en Sierra Leone, et les ethnies Bunong du Cambodge ont décidé de se battre contre le géant Bolloré. Ce dernier est très actif dans 92 pays dont 43 en Afrique et présent dans les secteurs aussi diversifiés comme les produits hydrocarbures, le transport et la logistique, les opérations de manutention et de containers, et enfin le contrôle de plus de 13 ports africains. Oakland Institute², dont le Directeur politique, Frédéric Mousseau, a choisi de témoigner, ne fait pas dans le détail et produit un rapport accablant publié en avril 2012 décrivant comment les populations locales s'organisent pour s'opposer au Groupe Bolloré afin de tenter de récupérer la terre de leurs ancêtres ou, à défaut, de renégocier les contrats léonins que leur gouvernement a signé en leur faisant miroiter des promesses non tenues.



C'est en 2011 que le gouvernement de Sierra Leone a cédé plus de 6 500 hectares (ha) avec possibilité d'extension à 11 500 ha pour des plantations de palmiers à huile dans le sud du pays. En contrepartie, le Groupe Bolloré a promis de compenser les populations pour le manque à gagner lié à la perte de l'exploitation agricole, de construire des infrastructures et surtout de créer des emplois. Le gouvernement sierra léonais a passé par pertes et profits les intérêts des populations autochtones, estimant qu'elles n'ont pas voix au chapitre. Souvent considérés comme pauvres et analphabètes par les « Africains » qui se croient « lettrés », les habitants des zones rurales africaines peinent à voir leurs intérêts pris en compte par le gouvernement central. En réalité, c'est un problème récurrent chez les dirigeants africains qui estiment que la voix des populations en zone rurale n'est pas prépondérante. Au mieux, on les laisse « palabrer » tout en organisant l'adhésion de leurs chefs par tous les moyens que recèlent les moyens de corruption classiques et révolutionnaires.

Dès lors qu'ils y trouvent leur compte, ceci à très haut niveau, de nombreux gouvernements africains apparaissent comme de grands incrédules qui se font rouler dans la farine en accordant leur soutien à des multinationales qui obtiennent de nombreuses concessions en termes fiscaux. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre que les codes d'investissement miniers, forestiers ou du travail, etc. ne sont que des passoires dès lors que des contrats parallèles peuvent être signés au profit des « *en-haut-d'en-haut* ». Alors comment résister seul contre tous ? Les génies tutélaires africains et les « ancêtres » peuvent-ils intercéder devant la justice divine face au rouleau compresseur de groupes multinationaux bénéficiant de tant de concussions bienveillantes des autorités locales ?

2. SANS L'APPUI GOUVERNEMENTAL, DES POPULATIONS AUTOCHTONES S'ATTAQUENT AU GROUPE BOLLORE

C'est bien le manque de transparence qui est à la base de tout le problème de la mise en concession d'importantes terres arables en Afrique. Cette opacité arrange les dirigeants africains qui n'ont pas encore fait le deuil de leur silence coupable dès lors que les voix des sans-voix ne peuvent s'exprimer, croient-ils, au-delà des frontières de leur pays découpé par les bons soins des maîtres colonisateurs rassemblés à Berlin en 1885.

Les populations locales ont décidé de résister en organisant un « blocus » de la plantation en octobre 2011 sans succès puisque plus de 40 villageois ayant manifestés ont été arrêtés sans que le gouvernement ne se soucie de leurs droits ancestraux et légitimes. Mais les griefs étaient très précis et au nombre de cinq : 1. L'absence de consultation sérieuse des autochtones, 2. Le manque de transparence en général et un grand silence sur les conditions de réinstallation ; 3. Les mauvaises conditions de travail doublées d'un salaire des ouvriers comparé à ceux des esclaves libérés 250 000 leones soit 38 euros par mois pour 6 jours de travail au cours d'une semaine de 48 h ; 4. La corruption des élites locales et 5. La pression et les harcèlements que subissent les propriétaires terriens et certains chefs de villages pour apposer leur signature sur un accord considéré comme usurier.

Le Groupe a transmis son droit de réponse en avril 2012 en estimant qu'il poursuivait des objectifs de développement durable et estimait qu'il s'agissait d'une « malhonnêteté intellectuelle » de l'Institut Oakland lorsqu'il retrace le développement de l'usurpation des autochtones. La presse locale et internationale n'a pas manqué de rappeler que quelques jours après son investiture en 2007, l'ex-président français Nicolas Sarkozy a passé quelques jours de vacances dans le yacht du patron Vincent Bolloré. Les spéculations sont allées bon train



sur les liens des uns et des autres et l'exploitation des autochtones qui ne seraient pas rentrés dans l'histoire.

Sur le fond, l'association locale des petits propriétaires sierra léonais de Malen rappelle comme au demeurant l'agence spécialisée des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, la FAO, que les monocultures ne soutiennent pas le développement durable car elles génèrent des pertes de la biodiversité et détériorent l'équilibre environnemental et écologique.

Mais que faire face à des coalitions et des collusions de dirigeants africains avec des groupes multinationaux refusant de prendre en considération le choix de populations autochtones lesquelles choisissent librement de rejeter la monoculture sur la terre de leurs ancêtres. C'est cette terre que le Gouvernement choisit de s'approprier unilatéralement du fait d'une absence d'enregistrement des propriétaires, au sens occidental du terme.

Avec plus de 250 millions de dollars de bénéfice en 2011 pour le Groupe Bolloré au plan mondial (avant paiement des royalties liés aux marques), et une estimation de 10 millions de \$USD par an pour les 6500 ha en Sierra Leone, il faut comprendre qu'il est plus important de payer des dividendes aux actionnaires que de payer un salaire décent à un salarié, ex-villageois propriétaire des terres de ses ancêtres en Afrique ou ailleurs. Le paradoxe est que c'est le Groupe Bolloré qui porte plainte contre les autochtones avec des chances de gagner compte tenu de la position d'un Gouvernement qui défend d'abord les intérêts étrangers avant ceux des populations locales.

3. COMMENT RENEGOCIER LE CONTRAT DE CONCESSION ?

Alors renégocier les contrats de concession ne sera pas chose facile à moins, peut-être, de faire appel aux « *esprit des ancêtres* » en relation directe avec le Dieu Créateur. YEA.

1^{er} juin 2012

© Yves Ekoué Amaïzo

www.afrocentricity.info

¹ Frédéric Mousseau (2012). « Les populations indigènes d'Afrique et d'Asie contestent le projet Socfin/Bolloré », in *Le Monde.fr*, Paris, le 22 mai 2012, voir < http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/05/22/les-populations-indigenes-d-afrique-et-d-asie-contestent-le-projet-socfin-bollore_1704875_3232.html?xtmc=afrique&xtcr=6 > accédé le 23 mai 2012.

² Oakland Institute (2012). *Understanding Land Investment Deals in Africa: Sierra Leone*, Oakland Institute Publication, voir <<http://oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-sierra-leone>>, accédé le 23 mai 2012.